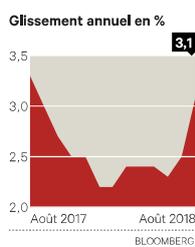


MONDE

en chiffres

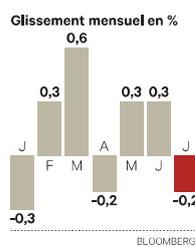
L'INFLATION PROGRESSE EN RUSSIE

L'inflation en Russie a bondi en août à 3,1 % sur un an, selon des chiffres publiés mercredi par l'institut des statistiques Rosstat. Mardi, la présidente de la banque centrale, Elvira Nabioullina, a déclaré que l'inflation était en train de s'approcher de la cible de 4 % plus rapidement que prévu, évoquant des facteurs externes.



BAISSE DE 0,2 % DES VENTES AU DÉTAIL EN ZONE EURO

Les ventes au détail dans la zone euro, baromètre de la consommation des ménages, ont légèrement reculé (-0,2 %) en juillet par rapport à juin et progressé de 1,1 % en rythme annuel, a annoncé mercredi l'Office européen des statistiques Eurostat.



3 %

D'INFLATION AU CANADA

Les prix à la consommation ont crû de 3 % en juillet au Canada, dépassant les prévisions et « des taux d'intérêt plus élevés seront donc nécessaires pour assurer l'atteinte de la cible d'inflation », a indiqué la banque centrale du Canada mercredi.

Impôt des entreprises : la course à la baisse continue dans le monde

INTERNATIONAL

De grandes réformes fiscales ont été menées aux Etats-Unis, en France et en Lettonie.

Virginie Robert
@virginierg

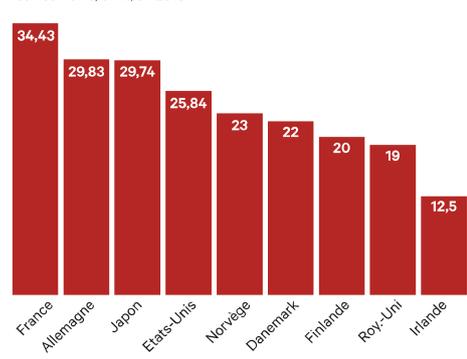
Après les hausses d'impôt nécessaires pour faire face à la crise de 2008, les pays de l'OCDE concentrent beaucoup d'efforts pour améliorer leur compétitivité fiscale. « Cela se joue davantage sur l'impôt sur les sociétés », constate Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE et responsable de la deuxième étude sur les réformes fiscales dans les pays de l'OCDE, qui sera désormais annuelle.

La plus saissante a été sans nul doute la grande réforme fiscale aux Etats-Unis : la taxe sur les bénéfices des entreprises est passée de 35 % à 21 % tandis que les tranches d'imposition sur les revenus des personnes ont été réaménagées et les déductions doublées... Et ce, alors que le pays affiche une croissance annuelle de plus de 4 % ! Le déficit budgétaire américain va ainsi se creuser pour atteindre les 800 milliards de dollars cette année, soit 4,2 % de PIB.

« C'est une réforme très incomplète en France, mais, en fait, les

Le taux de l'impôt sur les sociétés au sein de l'OCDE

Dans les principaux pays
Taux combiné, en %, en 2018



Américains se sont alignés sur le reste du monde, avec une baisse de taux très agressive», observe Pascal Saint-Amans.

Compétitivité

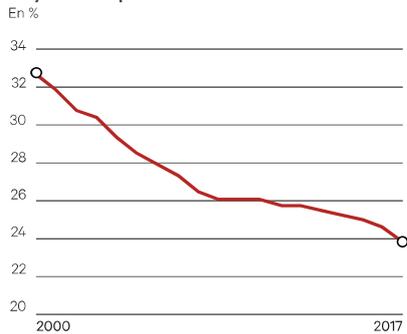
Parmi les pays qui ont récemment beaucoup réformé, souligne le nouveau rapport de l'OCDE, la Lettonie s'est distinguée en passant - pour l'impôt sur les revenus - d'un

niveau de taxe unique (23 %) à une échelle progressive de 20 % à 31,4 %. En France, le taux d'impôt sur les sociétés va être abaissé progressivement à 25 %, la fiscalité du capital a été revue pour préférer une flat tax de 30 %, la taxe d'habitation va être annulée pour 80 % des citoyens, et bientôt les revenus seront prélevés à la source. La plupart des pays de l'OCDE ont continué

d'actionner le levier de l'impôt sur les sociétés, un argument de compétitivité dans un monde globalisé. Selon le rapport, son taux moyen a reculé de 32,5 % en 2000 à 23,9 % en 2018 pour les 35 pays de la zone. Lan dernier, ce sont les pays aux économies les plus larges et aux taux d'imposition les plus élevés qui sont entrés dans la danse, notamment les Etats-Unis et la France.

L'impôt sur les sociétés avait été abaissé en moyenne de 2,7 % dans huit pays de la zone OCDE en 2017 et l'a été à nouveau de 4,8 % dans huit pays en 2018. L'Argentine, par exemple, a réduit son taux d'imposition sur les entreprises de 35 % à 30 % en 2018 pour le ramener à 25 % en 2020. Un niveau que vise également la Belgique à cette date (contre 29 % en 2018) ou encore la France à l'horizon

Moyenne non pondérée du taux de l'IS dans l'OCDE



LES ÉCHOS / SOURCE : OCDE

2022 (contre 33,3 % en 2017). A ce jeu, les Britanniques font très fort puisque l'impôt sur les sociétés devrait être réduit à 17 % en 2020. Brexit oblige, il fallait trouver un surcroît d'attractivité fiscale. Mais ce sera toujours un taux supérieur à la Hongrie (9 %).

Un cycle de croissance

« Ces baisses d'impôt sur les sociétés ont suscité des craintes de course au moins-disant, mais la plupart de ces pays semblent engagés en fait dans une "course à la moyenne" », remarque Pascal Saint-Amans. L'OCDE observe que les baisses d'impôt sur les entreprises sont moins prononcées qu'avant la crise de 2008. La baisse moyenne a été de 6,7 % entre 2000 et 2008, de 0,75 % entre 2008 et 2015, et s'est accélérée depuis lors.

Pourtant, les baisses d'impôt sont moins nécessaires alors que l'on est revenu dans un cycle de croissance à peu près normal. La TVA est d'ailleurs à peu près stabilisée partout. C'est davantage le moment, souligne le rapport de l'OCDE, de reconstruire des coussins fiscaux et surtout d'orienter vers des politiques qui soutiennent la croissance, contribuent à réduire les inégalités et jouent un rôle utile pour aider à préserver l'environnement.

Lire féditorial de Jean-Marc Vittori
Page 7

Le déficit commercial américain s'envole

ÉTATS-UNIS

En juillet, le déficit a bondi de 9,5 %, la hausse la plus importante depuis 19 ans.

Nicolas Rauline
@nrauline
Bureau de New York

La politique commerciale de Donald Trump tarde à porter ses fruits. En juillet, le déficit américain s'est en effet de nouveau envolé, à 501 milliards de dollars. Une hausse de 9,5 % inédite depuis mars 2015, due à la fois à une hausse des importations (+0,9 %), qui ont atteint un nouveau record, et à une baisse des exportations (-1 %) par rapport au mois de juin. En cumulé, sur les sept premiers mois de l'année, le déficit américain a augmenté de 7 % par rapport à l'an dernier, à 337,9 milliards de dollars.

Les chiffres étaient particulièrement attendus car ils étaient les premiers à prendre en compte les tarifs douaniers contre la Chine entrés en vigueur début juillet et les représailles de Pékin contre les produits américains. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette guerre commerciale ne profite pas, pour l'instant, aux Etats-Unis. Le déficit commercial des biens avec la Chine a bondi de 10 % à 34,1 milliards de dollars, atteignant un nouveau record. Les exportations américaines

verses la Chine ont été particulièrement pénalisées par les mesures de rétorsion prises par Pékin. Le soja a ainsi souffert des tarifs mis en place. Lors des mois précédents, les producteurs avaient bénéficié d'une ruée des importateurs, qui avaient rempli leurs silos dans l'attente des sanctions. Cet effet est terminé : les exportations de soja ont chuté de 0,7 milliard de dollars en juillet.

Situation tendue avec le Canada

La réaction de Donald Trump ne devrait pas tarder. Il devrait, cette semaine, annoncer sa décision sur la possibilité de frapper 200 milliards de dollars d'importations chinoises supplémentaires. La question étant de savoir s'il appliquera des taxes de 10 % ou de 25 %.

Le déficit devrait ainsi continuer de se creuser dans les mois à venir, au risque de peser sur la croissance. « Le commerce international a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 1,2 point lors du deuxième trimestre », affirme dans une note Ian Shepherdson, économiste en chef de Pantheon Macroeconomics.

Enfin, la situation se tend avec le Canada. Les Etats-Unis ont passé dans les jours avec leur voisin sur les biens et services, au moment où les négociations sur un accord commercial ont repris entre les deux pays. ■

LINKT, L'OPÉRATEUR TÉLÉCOMS B2B QUI SE SOUCIE DU CLIENT

Plus que jamais, les télécoms deviennent un levier central pour les entreprises, grandes ou petites. Les salariés, de mieux en mieux informés et très à l'aise avec les technologies numériques, en demandent toujours plus : de nouvelles applications, une expérience utilisateur toujours plus simple, unifiée et fluide. Avec comme corollaire un besoin en bande passante de plus en plus conséquent. L'entreprise n'a plus que le choix de réussir sa digitalisation et de mettre à la disposition de ses collaborateurs une panoplie d'outils et de services qu'ils pourront personnaliser. L'enjeu est crucial : si les collaborateurs seront efficaces, plus l'entreprise sera compétitive.

IDENTIFIER LES BESOINS DES ENTREPRISES POUR MIEUX LES SERVIR

L'importance d'une solution télécoms performante et personnalisée devient donc un facteur clé de développement. En France, pourtant, si beaucoup disposent d'un accès télécom, combien profitent d'un véritable service ? Les entreprises sont claires : toutes souhaitent une offre complète à la fois en téléphonie fixe et mobile, du très haut débit, des solutions d'interconnexion de sites, associés à des engagements, des solutions de sécurisation, une facture juste et fiable, une tenue des délais et une relation de proximité durable.

Le marché des solutions télécoms B2B est fourni et pèse lourd, près de 10 milliards d'euros. Mais il y a, d'un côté, un duopôle historique avec une grande capacité de couverture

et d'industrialisation, et, de l'autre, des acteurs alternatifs, plus proches et réactifs, mais qui n'ont pas la même force de frappe sur tout le territoire.

UN OPÉRATEUR ALTERNATIF AU SERVICE DES ENTREPRISES

Il y a donc une place pour une offre différente. Ce que Linkt, lancé en 2017, a très bien compris, en alliant le meilleur des deux mondes : robustesse, couverture, agilité et proximité. Les fondateurs de Linkt, filiale du groupe Altitude, ont mis à profit leur expérience passée à la fois chez les gros opérateurs et chez les plus petits pour mettre au point un service opérateur d'un nouveau genre. L'entreprise souhaite devenir l'opérateur alternatif de référence en France et se donne les moyens de ses ambitions. En pratique, Linkt propose pour la première fois une offre complète et compétitive (téléphonie, Internet, interconnexion de site, cloud et sécurité), associée à une qualité du service rendu et un accompagnement client fortement repensé. C'est d'ailleurs dans l'expertise de

la relation client et les importants moyens mis en place pour lui rendre le meilleur service que l'entreprise se différencie le plus, par exemple : un interlocuteur dédié en charge de s'occuper du client pendant toutes les étapes, des engagements mesurables et un accompagnement personnalisé en fonction du secteur d'activité du client. Résultat : en moins d'un an, des clients de plus en plus nombreux, heureux d'être enfin écoutés. ■



COMMUNIQUÉ